

Plaidoyer pour une filière ES en soins infirmiers

► **En mars dernier, sous la pression des cantons romands**, le canton de Berne renonçait à ouvrir de nouvelles classes dans le cadre de son projet pilote de formation ES en soins infirmiers, débuté en août 2012 à Saint-Imier.

► **Hier, représentants du canton** et acteurs des milieux professionnels et de la formation ont tenu à réitérer leur appui à cette filière.

► **Mais sans le soutien des cantons romands**, qui continuent de privilégier la voie HES, son maintien au-delà de 2015 sera difficile, ont-ils concédé.

«Le projet pilote a certes été limité à deux volées, mais il existe bel et bien. Le canton y croit et regrette sa solitude romande dans ce dossier», a martelé hier Guy Lévy, secrétaire général adjoint de la Direction bernoise de l'instruction publique (DIP), lors d'une conférence de presse qui visait à «faire le point» sur ce dossier très sensible en Romandie.

Pour rappel en effet, la Suisse romande a décidé il y a une dizaine d'années que la formation d'infirmier s'acquerrait désormais uniquement par voie académique, au niveau des Hautes écoles spécialisées (HES). En Suisse alémanique, la pratique est tout autre, puisque 80 à 90% des infirmiers sont en possession d'un titre acquis en

école spécialisée (ES), une formation tertiaire ne nécessitant pas l'obtention d'une maturité.

En décidant de lancer un projet pilote de filière ES en soins infirmiers à Saint-Imier – souhaitée par les professionnels de la région et l'Organisation du monde du travail santé-social Berne francophone (ORTRA) – le canton de Berne s'était ainsi attiré les foudres des directeurs romands de l'instruction publique. Pour calmer le jeu, le directeur de la DIP, Bernhard Pulver, avait promis que seuls des Bernois seraient acceptés par l'école, le ceff santé-social. Promesse qui n'a pu être tenue, mettant le directeur de la DIP dans une situation inconfortable et l'obligeant, au printemps dernier, à écarter le projet pilote pour le limiter aux deux volées en cours.

Quelques mois après cet épisode, les représentants de la DIP ainsi que les milieux

professionnels et de la formation de la région ont tenu à réitérer leur soutien au modèle de formation ES, qu'ils espèrent voir perdurer au-delà de 2015, date de la fin du pensum des étudiants actuels.

Pénurie de main-d'œuvre

«Selon un rapport national, la Suisse devra faire face à une pénurie en personnel soignant de quelque 4200 personnes à l'horizon 2020. L'Hôpital du Jura bernois est certes actuellement peu touché par ce problème, mais il faut dire que 52% de son personnel infirmier provient d'autres pays que la Suisse et une grande partie des collaborateurs sont frontaliers. Cela ne pourra pas continuer indéfiniment. Et éthiquement, c'est discutable», a développé Cédric Mafille, chef du département des soins à l'HJB. Selon lui, il y a de la place en Suisse romande

pour une filière ES en soins infirmiers. «C'est un plus dans la composition et la complémentarité des équipes de soins»

Un constat partagé par Gérard Mathez, coprésident de l'ORTRA Berne francophone, regroupant une trentaine d'établissements actifs dans la santé et le social. «Dans bien des domaines, les filières ES et HES cohabitent. C'est une aberration que cela ne soit pas possible pour les soins infirmiers en Suisse romande», a-t-il plaidé.

Guy Lévy a en outre fait remarquer que les deux craintes principales des Romands, à savoir un assèchement des filières HES et une pénurie des places de stage, ne se vérifiaient pas pour l'heure. Preuve que les profils des clients de la filière ES ne sont pas les mêmes que ceux aspirant à la voie HES, seuls deux élèves sur 37 sont titulaires d'une maturité professionnelle,

a souligné la responsable de la filière, Anne-Sophie Wüthrich.

De son côté, l'école a lancé le processus de reconnaissance de la filière auprès de la Confédération. Si tout se passe bien, elle devrait être délivrée avant la remise de diplômes de la première volée, s'est réjoui Serge Rohrer, directeur du ceff.

Malgré l'optimisme affiché hier par l'ensemble des acteurs, l'avenir de la filière imérienne au-delà de 2015 reste bien incertain. «Un bilan intermédiaire sera effectué à l'été. La DIP devrait se prononcer sur l'avenir de la filière à fin 2014. Il est important qu'une décision soit prise, car nous avons des candidats

sur liste d'attente», a expliqué Florent Cosandey, chef de l'Office francophone de la formation professionnelle.

Reste que tant que les cantons romands camperont sur leur position, l'avenir de la filière ES paraît bien compromis. Car le canton de Berne ne se risquera sans doute pas à passer en force. «Il n'est jamais bon d'être seul», a concédé Guy Lévy, précisant qu'avant de prendre sa décision, Berne ne manquera pas de reprendre langue avec ses homologues romands, sur la base de l'évaluation du projet pilote.

Un projet dont le sort est donc entre les mains des cantons romands. **CÉLINE LO RICCO CHÂTELAIN**



Cédric Mafille (HJB), Florent Cosandey et Guy Lévy (DIP), de g. à dr. tous derrière la filière ES en soins infirmiers. PHOTO CLR